****

**Déclaration liminaire CSA SD Ajustements Carte Scolaire.**

**28 juin 2023**

Monsieur le directeur Académique,

Membres du CSA SD,

La CGT éduc’action se félicite et prends comme une avancée la tenue de ce CSA-SD 1er degré d’ajustement de la carte scolaire en cette fin d’année scolaire. Il s’agit là d’une demande que les organisations syndicales faisaient depuis des années. Ce CSA-SD va permettre de prendre des décisions d’ouvertures et de fermetures pour une série d’école et ce dès ce mois de juin. Cela va faciliter la préparation de la rentrée 2023 et éviter un nombre conséquent de désorganisations de rentrée avec des classes à refaire au bout d’une semaine quand les décisions sont évidentes à prendre.

Nous remercions vos services pour la qualité des documents envoyés qui permettent un travail facilité pour les représentant·es du personnel.

C’est, hélas, la seule bonne note que nous attribuerons au ministère, car la situation de notre école est tous les jours plus dégradée, devant les attaques répétées du gouvernement contre celle-ci.

Nous pensions en avoir terminé avec l’idéologie rétrograde et réactionnaire couplée à l’incompétence du ministre Blanquer. Force est de constater que l’arrivée du ministre N’Dyae n’a changé que peu de chose sur la forme et strictement rien sur le fond.

D’une manière plus générale, ce gouvernement continue sa politique libérale contre l’ensemble des travailleuses et travailleurs de ce pays. En effet, après une réforme des retraites brutale pour les salarié·es, adoptée sans vote en rusant avec la constitution, le gouvernement annonçait « cents jours » d’apaisement.

Cela se traduit par une cascade de mesures néfastes qui ne vont certainement pas améliorer la crise actuelle du recrutement. Les profs manquent à l’appel ! Et pour cause. Sur les 10 dernières années le nombre de démissions a été multiplié par 3 dans le secondaire et par 5 dans le primaire. C’est dire si les conditions de travail se sont améliorées…. De plus, l’écart entre le niveau d’étude exigé et la rémunération éloigne de nombreux et nombreuses candidat·es potentiel·les.

Pour pallier à cette crise du recrutement et pour proposer une revalorisation salariale, le ministère nous propose le PACTE. Mais les « revalorisations » salariales proposées ne correspondent absolument pas aux demandes que portent la CGT et la majorité des autres syndicats. Elles sont surtout de fortes incitations à travailler plus pour gagner plus. Et cette logique de travailler plus pour gagner plus n’est pas acceptable car les enseignant·es travaillent déjà en moyenne plus de 43h hebdomadaires et plus de 30 jours pendant les vacances. C’est pourquoi la CGT exige un réel plan de revalorisation avec : un rattrapage de 400 € net pour tous les personnels, un dégel de la valeur du point d’indice et son indexation sur l’inflation, ainsi qu’une réelle égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Par ailleurs, ce PACTE entraînera une dérégulation des Obligations Réglementaires de Service (ORS). C’est une forme de rémunération à la carte qui va renforcer les « hiérarchies locales ». S’engager dans le pacte, c’est pour nous se tirer une balle dans le pied : une indemnité contre plusieurs « missions » alors que comme on vient de le mentionner les enseignant·es travaillent déjà assez et les conditions de travail se dégradent fortement, le nombre de démissions en témoignent …

Nous appelons tous et toutes nos collègues à refuser ce PACTE, à ne pas le signer.

Dans la même veine, Macron et son gouvernement engage une réforme ultra réactionnaire des lycées professionnels.

Après 1945, s’impose l’âge d’or de l’apprentissage des métiers à l’École qui remet en cause la vision utilitariste qui prévalait depuis le début du XXè. Ce succès est le produit d’un rapport de force favorable au monde du travail contre le monde du capital. L’ambition humaniste : « former l’homme, le travailleur et le citoyen » est affirmée.

Le libéralisme des années 1980 a attaqué cette vision émancipatrice. L’effondrement de pans entiers de l’industrie, l’invisibilité croissante des classes populaires, l’abandon des ambitions d’éducation populaire et l’essor du chômage feront le reste : accusé, à l’instar de l’ensemble du système scolaire, de fabriquer des chômeur·euses, l’enseignement professionnel sera sommé d’accroître ses liens avec le monde économique. Les vertus formatrices de l’entreprise sont alors présentées comme novatrices et les stages en entreprise sont alors systématisés. On parle de moins en moins d’éducation et de plus en plus de formation, le diplôme dans sa fonction sociale est attaqué, avec toujours l’idée que le problème vient de la formation et non du chômage de masse ! Depuis la stratégie de Lisbonne en 2000, le système éducatif doit s’adapter aux besoins du patronat pour créer une main-d’œuvre bon marché et précaire comme un élément de la compétitivité mondiale dans le cadre d’un marché du travail européen dérégulé. Le bac pro 3 ans et la « TVP » ont contribué à disqualifier les

formations professionnelles initiales. La réforme Macron qui vise à livrer la jeunesse des classes populaires et les lycées professionnels aux entreprises s’inscrit dans cette continuité. Il s’agit bien de livrer, à moindre coût, la jeunesse issue des classes populaires aux entreprises !

Et comme si ça ne suffisait pas les "auto-évaluations" d'école, mises en place à marche forcée, viennent s'ajouter au travail chronophage et inutile demandé aux enseignant·es. Les remontées des écoles sont affligeantes : des questionnaires inadaptés, des disparités dans les comptes rendus, des propositions inopportunes... Tout ce temps perdu pour quoi ? Rien, de la débrouille à moyens constants, comme d'habitude.

C’est dans ce contexte, et en parallèle d’une mobilisation sociale de l’ensemble des salarié·es, dont ceux et celles de l’Education Nationale, qui s’est manifestée par des taux de grévistes extrêmement importants lors des journées intersyndicales d’actions entre janvier et juin que nous allons étudier des adaptations de la carte scolaire.

Vous ne pouvez pas compter sur la CGT éduc’action pour avoir une lecture comptable et gérer la pénurie. Nous défendrons toute ouverture nécessaire et nous combattrons toutes les fermetures injustifiées.

A ce titre nous demandons au ministère d’abonder sa dotation au niveau des besoins et de recruter dès maintenant toutes les personnes inscrites sur la liste complémentaire.

Merci de votre attention